

Contre Attaque Dirigeants qui ne respectent pas le résultat des élections ? FAUT-IL ENVOYER L'ARMÉE ARRÊTER LES DIRIGEANTS QUI NE RESPECTENT PAS LE RÉSULTAT DES ÉLECTIONS ?

«Quand Maduro vole une élection, y'a pas une violation du droit international ? Ce que Donald Trump a fait au Venezuela, c'est qu'il a imposé et appliqué le droit international, qui fait que Maduro n'aurait jamais dû être laissé au pouvoir».

Ce sont les mots de Gérard Olivier, présenté comme «journaliste, auteur et chercheur associé à l'IPSE (Institut Prospective et Sécurité en Europe)» dans l'émission C ce soir, sur France Télévision, chaîne de service public. Son discours n'est pas isolé : une large partie des éditorialistes trouvent cela tout à fait normal, et même souhaitable, que les USA aillent bombarder la capitale d'un pays étranger, tuent des dizaines de civils et enlèvent son dirigeant avant de l'humilier en public et de l'emprisonner. Parce qu'il aurait, selon leurs termes, «volé une élection». Les médias français sont de grands amis de la démocratie et des mouvements populaires, tant qu'ils sont très loin de la France.

Et justement, ça tombe mal, puisque nous avons en France un président qui a «volé» non pas une, ni deux, mais trois élections. Mais avant cela, Macron n'est au pouvoir que grâce au chantage au «barrage à l'extrême droite». Il n'a jamais fait campagne, jamais expliqué son programme, le «barrage» a toujours été son seul argument, qu'il a immédiatement trahi puisqu'il applique le programme de l'extrême droite et gouverne avec elle. Pourtant, grâce à la Constitution de la Cinquième République, il a les pleins pouvoirs.

Mais venons-en aux élections volées. En 2022, il a d'abord perdu les élections législatives, et n'a donc pas de majorité. Plutôt que d'en tenir compte, il règne depuis 3 ans et demi par

49.3, piétine les contre-pouvoirs et arrête des milliers d'opposant·es. Rien que lors du mouvement pour les retraites de 2023, les blessé·es et mutilé·es par la police et les personnes mises en garde à vue et en prison se comptent par milliers. À l'automne 2023, il était le seul président du monde à interdire toutes les manifestations pour la Palestine et à faire arrêter des centaines de personnes pour avoir simplement porté un keffieh ou un drapeau dans la rue.

En 2024, Macron a perdu deux élections : les Européennes en juin, qui ont été un désaveu massif pour toute sa politique, puis les législatives en juillet. Il avait dissous l'Assemblée par surprise, convoqué des élections, qui ont vu la gauche arriver en tête. Non seulement il n'a pas tenu compte du verdict des urnes, mais depuis il gouverne sans aucun mandat, en imposant des Premiers ministres illégitimes, appliquant des politiques massivement rejetées. Comme «vol» d'élections, on ne fait pas plus clair. D'ailleurs, Macron a atteint le seuil abyssal de 11% de popularité il y a quelques semaines. Un niveau encore inférieur aux plus pathétiques des régimes fantoches d'Amérique Latine. Ce qui ne l'empêche pas de gouverner, encore et toujours, par la violence et contre la volonté populaire.

Le 10 septembre dernier, la totalité des rassemblements pour la justice sociale étaient interdits en France, près de 100.000 policiers armés déployés, et quasiment 700 personnes arrêtées en quelques heures. À nouveau, des centaines de personnes avaient été blessées par une police néofasciste totalement déchaînée. Un énième mouvement populaire asphyxié avec une extrême brutalité.

S'IL FALLAIT, COMME LE PRÉTENDENT LES ÉDITORIALISTES FRANÇAIS, ENVOYER DES SOLDATS POUR ENLEVER TOUS LES DIRIGEANTS QUI «VOLENT» DES ÉLECTIONS, MACRON SERAIT DEPUIS LONGTEMPS MENOTTÉ À L'ARRIÈRE D'UN VÉHICULE BLINDÉ, AVEC UN SAC SUR LA TÊTE.